

Si Kaboul a été l'épicentre de l'internationale terroriste offshore, Londres reste la capitale de l'islamisme universel



Alexandre del Valle s'est entretenu avec le philosophe et diplomate tunisien Mezri Haddad, fin connaisseur de l'islamisme, qui, consterné par la politique étrangère américaine pro-islamiste héritée de la guerre froide, en grande partie responsable de la menace qu'elle prétend combattre, donne un autre regard sur les relations ambiguës entre puissances atlantistes anglo-saxonnes et totalitarisme islamiste...

Avec Mezri Haddad, Alexandre Del Valle

Après le retrait des dernières troupes américaines, les Talibans ont pris le pouvoir dans la quasi-totalité du pays - exceptée la zone tadjike sous contrôle d'Ahmed Massoud - et il contrôlent désormais l'aéroport, où l'Etat islamique a revendiqué les derniers attentats suicides qui ont fait 13 morts parmi les soldats américains. Face à cette menace de Daech, jugée plus forte que celle des Talibans (pourtant liés à Al-Qaïda) - et qui permet de banaliser par contraste le fanatisme des nouveaux maîtres de Kaboul, vingt après leur éviction - les Etats-Unis, la Chine, l'Iran, la Turquie, la Russie et même l'Union européenne s'appêtent à

reconnaître le gouvernement taliban ou préparent leur opinion à composer avec l'ennemi d'hier, "allié" en devenir face à Daech". Quant à eux, les Taliban, tout en assurant être devenus "modérés", galvanisent les islamistes du monde entier en affirmant avoir "vaincu" la première puissance du monde, ce qui annonce pour les fanatiques islamistes du monde entier la victoire future du totalitarisme vert sur l'ensemble de la terre...

La victoire des Talibans est en effet à la fois un encouragement pour le jihadisme, puisqu'elle démontre que la lutte armée islamo-terroriste contre les "Mécréants" et les "Apostats" finit par payer, mais aussi pour l'islamisme politique plus "institutionnel" à la Frères musulmans, qui est en pleine ascension dans la zone "Af-Pak", mais aussi, depuis les années 2000, en Turquie, en Asie du Sud-Est, et même... en Occident, où il est appuyé tant par la Turquie d'Erdogan que par le Qatar, double parrain des Talibans et des Frères musulmans. Pour analyser cette situation et les liens entre ces différents fronts de l'islamisme radical - idéologie et projet totalitaires dont l'ascension doit beaucoup à la stratégie américaine d'endiguement de la Russie et de ses alliés européens et arabes sous et après la guerre froide - le philosophe et diplomate tunisien Mezri Haddad, qui analyse et combat l'islamisme sous ces deux formes ("coupeurs de langues" et "coupeurs de têtes") depuis 30 ans, tant en Tunisie qu'en Europe. Lucide, très critique à l'égard des printemps arabes, et inquiet de la progression de l'islamisme en Afghanistan ou en Libye par la violence et en Europe ou en Turquie par la subversion, il ne désespère toutefois pas du monde arabe, où, des Emirats arabes Unis jusqu'à la Tunisie, en passant par l'Egypte, la Syrie et les partisans du maréchal Haftar en Libye, la tendance est au reflux des Frères musulmans, selon lui matrice de l'islamisme moderne, politique ou jihadiste, ou les deux à la fois...

Alexandre Del Valle : Avant d'aborder plus longuement le dossier afghan, commençons par votre pays d'origine, la Tunisie, où, fin juillet dernier, des mesures exceptionnelles ont été prises par le président Kaïs Saïed, notamment pour réduire le pouvoir et l'influence des Frères musulmans. Plusieurs grands médias, notamment en France et aux Etats-Unis, ont parlé de coup d'Etat à l'Egyptienne et d'un retour à l'autoritarisme en Tunisie ? Craignez-vous la fin de la démocratie dans ce seul pays qui a réussi son « printemps arabe » ? Plus globalement, déplorez-vous comme certains que la lutte contre l'islamisme se fasse par une régression de la démocratie libérale via l'autoritarisme ou le militarisme?

Mezri Haddad : Je vais peut-être vous surprendre et même indigner certains grands prêtres du droit-de-l'homme universel, mais pour moi, les deux seuls pays qui ont réussi leur « printemps arabe » sont l'Egypte et la Syrie, malgré ses milliers de morts et ses infrastructures détruites. L'Egypte, parce qu'elle a eu, à un moment crucial de son histoire, Abdel Fattah al-Sissi, qui a su répondre à l'appel de 40 millions de ses concitoyens pour rétablir la sécurité et la concorde civile en écartant du pouvoir les Frères musulmans, qui ont été imposés par Barack Hussein Obama et Hillary Clinton. La Syrie, parce qu'elle a héroïquement résisté à une coalition d'Etats, de mercenaires étrangers et de groupes islamo-terroristes sans précédent dans l'Histoire : Al-Qaïda, Al-Nosra, Daech, Fatah Halep, Ahrar al-Sham, Nour al-Dine Zinki, les Frères musulmans, les Tchétchènes...tous financés par le Qatar et soutenus militairement et diplomatiquement par des démocraties occidentales. Fait effectivement inédit

dans l'histoire, cette alliance entre la « civilisation » et la barbarie ! Je ne pense pas m'être trompé, ni avoir versé dans la provocation en écrivant un jour pour je ne sais plus quel média français, que Vladimir Poutine était le véritable défenseur des valeurs occidentales !

Vous n'êtes donc pas un chantre de la "révolution du jasmin" et vous n'êtes pas d'accord avec ceux qui disent que votre pays a offert le meilleur exemple de transition démocratique réussie et d'institutionnalisation d'un islamisme politique modéré" (Ennahdha)? .

Le refrain médiatique selon lequel la Tunisie serait « le seul pays qui aurait réussi son printemps arabe » n'amuse plus les connaisseurs, ni même d'ailleurs le peuple tunisien qui a cru à la « révolution du jasmin ». En dix ans de démantèlement de l'Etat, de destruction de l'économie, de pillage et de corruption, de clochardisation politique et parlementaire, d'anarchie et même d'ensauvagement social, d'insécurité et de criminalité, d'appauvrissement de la société...le désenchantement populaire a gagné toutes les strates sociales et il s'est massivement exprimé lorsque des milliers de Tunisiens ont manifesté le 25 juillet dernier. Kaïs Saïed n'a fait que répondre à cette exigence populaire. Il n'y a que les islamistes et leurs feudataires de la bourgeoisie tunisoise et de l'extrême-gauche tunisienne à crier au « coup d'Etat » et au « retour de l'autoritarisme ». Il ne faut donc pas s'étonner que certains médias français ou américains, islamiquement corrects ou islamo-gauchistes, relayent frénétiquement ce genre d'accusations.

Après une forte actualité concernant la Tunisie en juillet, les médias sont maintenant focalisés sur l'Afghanistan. Mais la question afghane vous intéresse depuis longtemps et vous êtes également assez impliqué dans le dossier libyen puisque vous soutenez publiquement le Maréchal Haftar contre les islamistes de Tripoli, qui sont soutenus par la Turquie. Établissez-vous un lien entre ces trois dossiers ?

Vous savez autant que moi qu'un événement se substitue à un autre et qu'une actualité chasse l'autre. Depuis des décennies, le monde arabo-musulman constitue hélas une source d'actualité intarissable ! Je ne vois cependant pas de lien de causalité entre la Tunisie, la Libye et le retour des talibans en Afghanistan. Je décèle par contre le même fil conducteur, un point commun entre ces trois pays : l'islamisme. Qu'on les appelle Frères musulmans, ou talibans, ou encore daéchiens, qu'ils siègent majoritairement au parlement ou assiègent par leurs armes les villes, que leurs adeptes portent le kamis, la burka, le voile ou le costume cravate, ces mouvements ne sont différents que par leurs appellations, dans leurs stratégies de communication et dans leurs tactiques pour conquérir et conserver le pouvoir. Quant à la stratégie, elle est exactement la même et elle traduit ce principe majeur ou dogme fondateur que toutes ces organisations islamistes partagent : " *notre Constitution c'est le Coran, nos Lois c'est la Charia*" . Ce sont donc des mouvances qui s'abreuvent dans la même idéologie théocratique, totalitaire et terroriste, dont la naissance date de 1928 et dont les origines politico-religieuses remontent probablement à des siècles. Il n'y a que l'Europe et les Etats-Unis qui croient à des différences fallacieuses entre ces organisations islamistes. C'est le propre des esprits cartésiens ou jésuites, et c'est aussi le génie des Frères musulmans d'avoir créé et suscité autant de ramifications et de terminologies pour dérouter l'ennemi occidental et,

surtout, s'auto-octroyer le titre glorieux d'islamistes « modérés » ou de « musulmans conservateurs », ou encore de « musulmans démocrates ». Pour ne prendre que ce dernier exemple, l'attentat à l'aéroport de Kaboul, la ramification de l'EI en Afghanistan, *Wilayat Khorassan* ("Etat islamique dans la province du Khorasan", ou EI-K, ndlr) l'a revendiqué et tous les « experts » y ont cru, chacun y allant de son savoir géopolitique et de son exégèse des mouvements islamo-terroristes. Or la question de bon sens que l'homme ordinaire et à plus forte raison l'observateur avisé doit se poser est d'une banalité désarmante : à qui profite le crime ? La réponse est évidente : essentiellement et exclusivement aux Talibans. Ces derniers ne seraient plus des obscurantistes mais des « modérés » avec lesquels il faudrait pactiser et même normaliser les relations, les fanatiques et les terroristes à combattre étant désormais l'EI en général et Wilayat Khorassan en particulier. Dans cinq ou dix ans, lorsque les « grands » stratèges du Pentagone y verront un intérêt géopolitique ou mercantiliste, l'EI ou Daech ne sera plus une organisation terroriste à éradiquer mais un mouvement conservateur et multiculturaliste, comparé au nouveau groupe qui émergera à ce moment-là pour jouer le mauvais rôle du terroriste barbare.

Vous vous êtes justement exprimé sur l'Afghanistan dans une tribune récemment publiée dans Causeur. Vous avez notamment préconisé la prudence quant à l'afflux des réfugiés Afghans en Europe et vous avez appelé à un soutien occidental aux forces tadjikes d'Ahmed Massoud. Mais la lutte contre la seule force structurée capable de dominer l'ensemble du pays avec le soutien du Pakistan, les talibans pachtounes en l'occurrence, ne vous semble-t-elle pas vaine ?

En politique, rien n'est jamais vain. A la guerre, rien n'est jamais définitivement perdu. Pour ce qui est d'abord de la ruée des réfugiés Afghans vers l'Europe, une sélection rigoureuse des vraies victimes potentielles des talibans - que l'Occident devrait effectivement secourir- me semble absolument nécessaire car, parmi ces milliers de candidats à l'exil politique, il y a certainement des réfugiés économiques et, plus périlleux encore, des islamo-terroristes en acte ou en puissance qui vont essayer de s'infiltrer. Le second volet de votre question, qui est d'ailleurs intimement lié à cet exode massif des Afghans, c'est le soutien aux forces d'Ahmed Massoud. Je l'ai dit dans la tribune à laquelle vous faites allusion, c'est d'abord aux Afghans de défendre leur patrie, en rejoignant dans la résistance les dignes héritiers du commandant Massoud. Si le monde occidental veut remédier à ses erreurs et ignominies, si l'Amérique veut réparer sa trahison et son fiasco historique, ils peuvent aider par les armes cette résistance afghane, l'Alliance Nationale. Ils peuvent aussi faire pression sur le Qatar, le Pakistan et la Turquie pour qu'ils cessent leur appui aux talibans dont ils partagent d'ailleurs les mêmes valeurs « démocratiques » et « morales ». Sans le soutien financier, politique, militaire et logistique du Pakistan et du Qatar, les talibans auraient disparu depuis déjà bien longtemps.

Etant connu en France et dans le monde arabe pour votre combat contre les islamistes et puisque vous vivez depuis longtemps en France, que vous défendez ses principes républicains et ses valeurs laïques, que préconisez-vous pour lutter efficacement contre la subversion islamiste ?

Franchement, je n'ai rien à préconiser d'autant plus que mes écrits et mes positions, depuis plus de trois décennies, sont publiquement connus. La France a des experts et des sécuritaires suffisamment alertes et compétents pour désamorcer les actions terroristes et protéger les Français de ce fléau global. Quant aux politiques qui sont aux commandes aujourd'hui, je pense que depuis les deux attentats de Nice et la décapitation barbare de Samuel Paty, ils sont revenus de leur rêveries multiculturalistes et ont réalisé l'ampleur de la menace pour faire face à la subversion islamiste et à l'entrisme des Frères musulmans. Les discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne, puis aux Mureaux, le 2 octobre 2020, ont été d'une grande lucidité et d'un courage remarquable. En conséquence, la loi contre le séparatisme a été adoptée par le Parlement et elle a été récemment validée par le Conseil constitutionnel. Malgré ses insuffisances dont le président n'est pas responsable, cette loi doit pouvoir freiner l'islamisation stratégique de la France et dissuader les multiples organisations subversives qui opéraient en toute impunité depuis trois décennies. Il faudrait espérer que cette loi soit rigoureusement et impitoyablement appliquée. Mais la lutte contre ce cancer métastasé sera un combat de longue haleine et devrait se déployer en plusieurs directions, les unes aussi importantes que les autres. Sécuritaire bien évidemment mais également politique, idéologique, culturel, éducationnel, médiatique et diplomatique. Sur ce dernier plan, la France ne doit plus se compromettre avec les islamistes dits « modérés » parvenus au pouvoir par un caprice de l'Histoire ou par le bon vouloir des Américains et des Britanniques. Ce serait trop demander aux gouvernements français de rompre leurs relations diplomatiques avec chaque pays qui tomberait dans l'escarcelle islamiste. Je demanderai en revanche à certains ministres, ou Députés ou Sénateurs de faire preuve de cohérence, de décence et même de dignité en s'abstenant de recevoir en grande pompe d'anciens islamo-terroristes que le « printemps arabe » a transformés en « hommes politiques » fréquentables et même respectables. Je n'appelle pas cela pragmatisme ou réalisme politique mais servilité politique et autisme géopolitique. Je pense ici particulièrement à l'accueil qui a été réservé au tunisien Rached Ghannouchi et au libyen Abdelhakim Belhadj. Sans parler des islamistes syriens et du « good job » d'Al-Nosra en Syrie !

Seriez-vous d'accord avec un ami commun égyptien, Ahmed Youssef, qui assure dans ses livres que l'Égypte et d'autres pays musulmans comme l'Égypte ou la Tunisie se débarrasseront de l'islamisme quand nous serons, nous autres, submergés par lui en Europe ?

Je vous avoue être agréablement surpris que vous citiez Ahmed Youssef (*Directeur du CEMO, Centre d'Etudes du Moyen-Orient, et auteur de nombreux ouvrages sur l'islam, l'Egypte, Napoléon, ndlr*) , car les intellectuels, les universitaires et les journalistes Français n'accordent généralement pas une grande importance aux écrits et aux propos de l'intelligentsia arabe ou africaine. Ils ont pourtant beaucoup à apprendre des anciens colonisés, comme ils disent !

Je suis d'autant plus d'accord avec Ahmed Youssef que j'ai été parmi les premiers et rares intellectuels arabes à l'écrire voilà 30 ans et à le réitérer en 2011, dans mon livre *La face cachée de la révolution tunisienne. Islamisme et Occident : une alliance à haut risque* . Aujourd'hui, je pense au contraire que la fragilisation du corps européen par le virus islamiste entraînera *ipso facto* l'écroulement du Maghreb arabe et d'une bonne partie du Proche-Orient. Il s'agit

donc d'un combat commun que l'Occident et l'Orient doivent mener ensemble dans l'intérêt de tous. En parlant du christianisme qui s'est bien assagi depuis, Diderot disait que « Le fanatisme est une peste qui reproduit de temps en temps des germes capables d'infester la terre ». Nul donc n'est à l'abri du fanatisme islamique.

Maintenant que certains hauts dirigeants européens semblent prendre conscience de la propagation périlleuse de l'islamisme chez eux, je ne souhaite franchement pas que l'Europe et tout particulièrement la France soient « submergés » par l'obscurantisme islamiste pour que nous en soyons, nous autres Tunisiens et Egyptiens, délivrés. Grace au réveil patriotique des Egyptiens et à la détermination inflexible d'Abdel Fattah al-Sissi, l'Egypte s'est d'ailleurs déjà débarrassée des Frères musulmans au grand dam des Etats-Unis et de certaines démocraties occidentales, très sensibles aux droits-de-l'homme... islamiste. Quant à mon pays, la Tunisie, j'ose encore espérer que le tournant du 25 juillet n'est pas tactique mais stratégique et que le virage pris à l'encontre d'Ennahdha sera un coup de grâce et non pas un coup de semonce. En politique, les demi-mesures sont toujours dommageables. A l'égard des islamistes et à l'instar de Bourguiba et de Nasser, j'ai toujours cru à la manière forte parce que c'est la seule grammaire qu'ils comprennent. Et que je vous le dise sans détour et sans litote, je ne combats pas les islamistes par marxisme ou par laïcisme ou par athéisme. Je les ai toujours combattus et je les combattrai encore parce que je suis profondément croyant et irrémédiablement nationaliste.

Ma dernière question évoque précisément le nationalisme arabe. Vous avez été aussi l'un des rares à appuyer ma thèse de 1997 sur l'alliance entre les États Unis et l'islamisme contre l'Europe et les nationalismes arabes laïques, en allant parfois encore plus loin que moi. Les crises syrienne, égyptienne, libyenne et récemment afghane vous ont-elles conforté dans cette thèse et ce constat ?

Oui, je me souviens très bien de votre premier essai géopolitique, *L'islamisme et les Etats-Unis : une alliance contre l'Europe* . Je me souviens aussi de l'accueil qui lui a été réservé par certains islamologues suffisants ou d'autres au philo-islamisme bien prononcé. Je me souviens surtout du traitement que les médias mainstream lui ont réservé et de quelle façon ignoble ils ont traité son auteur. Ces gens là ont passé leur vie à se tromper de diagnostic, d'analyse et de prospective et ils ne supportent pas que d'autres, il est vrai très rares, eussent raison.

Pour répondre maintenant à votre question, l'alliance entre l'islamisme et l'impérialisme américain - que Jean-Pierre Péroncel-Hugoz qualifiait très justement « d'islamérique » dans la préface à votre essai - est devenue aujourd'hui un secret de polichinelle. Cette alliance est antérieure au projet européen, dont les pères fondateurs, principalement Jean Monnet et Robert Schuman étaient d'ailleurs très proches des Etats-Unis et admiratifs de son modèle politique et économique. Je pense que c'est après la fin de la guerre froide et l'implosion de l'URSS que l'UE a cessé d'être une priorité géopolitique aux yeux des Américains. Celui qui a acté ce tournant décisif n'est pas Trump mais Obama et Hillary Clinton avec l'impératif du « pivot asiatique » : basculement du centre de gravité de la diplomatie américaine vers la zone Asie pacifique.

Dans ce pacte conclu entre impérialisme et islamisme, les Américains ont en réalité pris le relais des Britanniques, qui ont d'ailleurs été leur cheval de Troie, pas dans le Sud des Dardanelles (!) mais au cœur de l'Europe, et qui sont par ailleurs les responsables historiques de tous les drames et conflits à connotation ethnique ou confessionnelle que le monde moderne a connus : Inde-Pakistan-Cachemire, Israël-Palestine, Turquie-Grèce-Chypre, l'apartheid en Afrique du Sud... Beaucoup savent maintenant que la secte politico-religieuse des Frères musulmans est le produit du génie stratégique et cynique anglais. Leur naissance en 1928 est conçue pour, sinon détruire, du moins réduire l'influence grandissante du premier parti nationaliste égyptien, Al-Wafd, qui réunissait sous la direction de Saad Zaghloul les chrétiens et les musulmans contre la présence coloniale britannique. Une fois l'indépendance acquise, les Frères musulmans sont restés au service exclusif des intérêts britanniques. C'est ainsi qu'ils se sont opposés à Nasser et qu'ils ont essayé de l'assassiner à maintes reprises. Si Kaboul a été à un certain moment l'épicentre de l'internationale terroriste offshore, Londres a été et reste jusqu'à ce jour la capitale de l'islamisme universel.

Les crises syrienne, égyptienne, libyenne, afghane et j'ajouterais tunisienne m'ont effectivement conforté dans cette thèse suivant laquelle l'alliance entre l'islamisme et les Etats-Unis n'est pas fantasmagorique (les idiots diraient complotiste) mais stratégique. Dès 2011, alors que le monde entier célébrait le triomphe de la démocratie au Maghreb et au Proche-Orient, je qualifiais le « printemps arabe » d'hiver islamo-atlantiste et de Sykes-Picot². C'était dans l'interview que je vous ai accordée et qui a été publiée dans *France-Soir* le 22 novembre 2011. A la même époque, dans un essai collectif sous la direction d'Eric Denécé, titré *La face cachée des révolutions arabes*, j'avais aussi évoqué le projet de Grand Moyen-Orient cher à Bush père et fils. En 2011, sous la chefferie de Barack Hussein Obama et Hillary Clinton, et avec la sous-traitance du Qatar et de la Turquie, ce n'était plus un projet en puissance mais une « feuille de route » en acte, dont on mesure aujourd'hui les conséquences chaotiques sur certains pays arabes et les effets terroristes et migratoires sur l'Europe occidentale.